

Pierre Nora. L'histoire 'au second degré'

Felipe Brandi

Práticas da História, n.º 22 (2026): 483-523

www.praticasdahistoria.pt

This journal is funded by National funds through FCT — Fundação para a Ciência e a Tecnologia, I.P., under the projects UID/HIS/04666/2013, UID/HIS/04666/2019, UIDB/04666/2020 (https://doi.org/10.54499/UIDB/04666/2020), UIDP/04666/2020 (https://doi.org/10.54499/UIDP/04666/2020), UID/4666/2025 (https://doi.org/10.54499/UID/04666/2025), UIDB/04209/2020, UIDP/04209/2020, UID/4209/2025 (https://doi.org/10.54499/UID/04209/2025) and LA/P/0132/2020 (DOI: https://doi.org/10.54499/LA/P/0132/2020)

Pierre Nora.
L'histoire « au second degré »

Felipe Brandi*

Au cours des quarante dernières années, les recherches historiques furent, d'une manière globale, frappées par deux évolutions majeures qui en ont redessiné radicalement les contours : d'une part, la montée en puissance de la mémoire ; de l'autre, l'essor extraordinaire de l'histoire contemporaine. D'un côté, la mémoire cesse d'être tenue pour l'adversaire de l'histoire pour se faire finalement reconnaître comme étant, à la fois, objet et, surtout, partie intégrante de l'histoire, son revers indissociable. De l'autre côté, l'histoire contemporaine, secteur longtemps discrédité, relégué depuis la constitution de l'historiographie universitaire au XIX^e^ siècle à une position marginale, puisque jugé trop proche des passions politiques, parvient de façon surprenante, en à peine quelques décennies, à occuper le centre même de la discipline historique. Forte de

* Felipe Brandi (felipebrandi@fcsh.unl.pt). https://orcid.org/0000-0002-0947-7986. Instituto de História Contemporânea, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade NOVA de Lisboa / IN2PAST — Laboratório Associado para a Investigação e Inovação em Património, Artes, Sustentabilidade e Território. J'aimerais exprimer mes vifs remerciements à Henrianne Rousselle et à Éric Legendre pour m'avoir permis d'accéder aux dossiers du service de presse de Pierre Nora chez Gallimard, dont la consultation s'est révélée déterminante pour cette étude.

ses conquêtes et sûre de ses moyens, l'histoire contemporaine rayonne, à l'heure actuelle, comme le champ le plus vaste, le plus dynamique et le plus influent de l'historiographie, le présent étant devenu la catégorie centrale, dominante, de notre intelligibilité historique. Au confluent de ces deux évolutions qui, ensemble, ont profondément changé le visage de la recherche historique, un nom de toute évidence s'impose. Celui de Pierre Nora, historien, éditeur, académicien, homme de revue et animateur de la vie intellectuelle française, enseignant à l'Institut d'études politiques puis directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, théoricien de la mémoire collective, penseur critique de l'identité nationale.

Ayant publié aux alentours de mille titres en tant qu'éditeur chez Gallimard et chez Julliard, non seulement Pierre Nora représente une maison d'édition à lui tout seul, mais il est aussi le nom commun derrière des maîtres-ouvrages tels que *Le Dimanche de Bouvines*, *La Naissance du Purgatoire*, *Mythe et Épopée*, *Les Mots et les choses*, *La Logique du vivant*, *La Vision des vaincus*, *Les Jardins d'Adonis*, *Montaillou, village occitan* et bien d'autres encore. Incomparable découvreur de talents, historien-sismographe, à même de détecter les moindres secousses du paysage des sciences sociales de son temps et de sentir dans quelle direction souffle le vent, anticipant ainsi les modes intellectuelles et les variations du goût des lecteurs, Pierre Nora circule, de son bureau chez Gallimard à sa résidence Place Furstenberg, entouré d'un prestige quasi princier, pleinement conscient de son autorité et de la sûreté de son jugement. *Homo historicus*, fédérateur de la vie des idées, il est fréquemment présenté, chez ceux qui ont brossé son portrait, comme l'« éminence grise » des sciences de l'homme en France, comme un mélange d'homme de lettres et d'entrepreneur clairvoyant, inventeur de deux concepts qui ont fait fortune aussi bien chez les historiens qu'auprès du grand public, ceux de « lieu de mémoire » et d'« ego-histoire ». En réalité, Pierre Nora fut tout cela, et bien davantage : passeur d'idées, médiateur entre les recherches de pointe des sciences de l'homme et le grand public cultivé, il fut aussi le témoin aigu des bouleversements politiques et des métamorphoses successives de la vie culturelle française au cours du siècle qu'il a traversé.

Architecte et chef d'orchestre des *Lieux de mémoire*, il a, par son apport, renouvelé notre manière de réfléchir à la part du passé dans le présent, en nous rendant plus sensibles à ses points d'ancrage, à ses lieux de fixation symboliques – et ce, tout en tendant à la France un miroir insoupçonné d'elle-même. Aussi bien dans les collections qu'il dirigea chez Gallimard qu'à la tête de la revue *Le Débat*, il n'a cessé de défendre l'exercice d'une réflexion libre, à l'abri des conformismes et des dogmatismes. Analyste lucide du « métier d'historien » et de ses transformations, son regard inquiet s'est porté sur l'événement, la mémoire, le présent, ainsi que sur l'éclatement du grand récit national sous l'effet des revendications d'identités plurielles. Interrogeant la fabrique de l'histoire et ses rapports au présent et à la mémoire, il s'est fait, au cours des années soixante-dix, le hérault d'une historiographie prête à entrer dans son âge réflexif. Et c'est dans ce cadre que s'inscrivent ses questionnements sur la place actuelle de l'histoire dans la cité – non plus un simple héritage, mais une responsabilité partagée à l'égard d'un passé disputé et parfois conflictuel.

Jeunes années

Né en 1931 à Paris, au sein d'une famille de la grande bourgeoisie juive libérale, Pierre Nora a grandi dans un cadre privilégié où la culture et les échanges intellectuels occupaient une place centrale. Peu fervente, républicaine et parfaitement assimilée, sa famille n'en fut pas moins frappée, malgré son appartenance à un milieu aisé et protégé, par les lois d'exclusion et les persécutions antisémites instaurées sous l'Occupation, qui vinrent ainsi brutalement rappeler la fragilité de cette intégration. En 1940, alors que l'étau se resserrait, son père, Gaston Nora, vétéran de la Grande Guerre et chirurgien urologiste renommé, chef de service à l'hôpital Rothschild, prit la décision d'envoyer les siens se réfugier dans le Sud. À Hendaye, sa mère et les quatre enfants tentèrent, sans succès, de franchir la frontière pour gagner l'Amérique via l'Espagne. Ce sera donc en France, au rythme de l'exode et des déplacements imposés, que sa famille vivra la guerre, dont elle sortira indemne, miraculée, malgré une série d'échappées in extremis. Entre neuf et treize ans, Pierre Nora connaît donc de première main le conflit.

Grenoble, le Vercors, Isère : une succession d'étapes, dictée par la nécessité d'échapper à la traque, jalonne ces années de passage de l'enfance à l'adolescence. Tandis que ses deux frères aînés, Simon et Jean, rejoignaient le maquis du Vercors, le jeune Pierre parvient lui-même à échapper de justesse à des moments de quasi-capture, notamment en se jetant, à douze ans, par la fenêtre d'un premier étage de son pensionnat lors d'une rafle de la Gestapo en plein hiver.

De son propre aveu, l'expérience de la guerre change à jamais la vie pour un enfant de douze ans. Elle entraîne d'abord une prise de conscience, en tant que juif persécuté, de la singularité de son existence – de sa judéité et de sa position particulière de Français « pas comme les autres ». Et si la guerre ne le rendit pas plus croyant – à l'adolescence, il refusera de faire sa bar-mitsva –, la conscience aiguë de sa judéité se fait vivement sentir, avec une intensité pressante, dans l'élan de solidarité profonde qu'il éprouve envers Israël lorsque la menace pèse sur le pays à l'occasion de la guerre des Six Jours. C'est une telle conscience qui s'exprime, là encore d'une manière tout aussi révélatrice, dans sa demande de faire graver l'étoile de David sur son épée d'académicien lors de son entrée à l'Académie Française, en 2002. Geste symbolique s'il en est, qui traduit aussi bien son identité vécue, juive *et* française, que la source cachée d'une œuvre : celle d'un historien de la mémoire qui a pris la France à la fois pour laboratoire, terrain et principal sujet d'étude.[1]

*

Après avoir fréquenté le lycée Louis-le-Grand, à Paris, Pierre Nora se forme en philosophie et ambitionne d'entrer à la prestigieuse École normale supérieure, haut lieu de formation et passage obligé pour une partie de l'élite parisienne. Il échoue pourtant, revers traumatique qui brise le parcours académique classique qu'il avait suivi jusque-là et qui le hantera toute sa vie. Humilié « jusqu'à l'os », convaincu qu'il était destiné à l'ENS et que sa vocation philosophique venait d'être interrompue, il

1 *Cf.*, notamment, François Dosse, *Pierre Nora. Homo historicus* (Paris: Perrin, 2011), 256 et *sq.*

transformera ce revers en une sorte d'événement fondateur, déterminant sa destinée d'historien et d'intellectuel « hors norme ». Échec providentiel, pourrait-on dire, le poussant à se frayer une voie à lui tout seul, à se placer dans une zone d'intersection, jusqu'alors peu explorée, entre l'université et l'édition, en circulant sans cesse de l'une à l'autre. Contraint de renoncer à la philosophie, il se tourne vers l'agrégation d'histoire. Sa conversion à l'histoire naît donc d'un revers scolaire majeur qui le conduit à investir pleinement une discipline dans laquelle il trouvera peu à peu sa voie. Une fois agrégé, il est mobilisé en 1958 mais écarté des combats pour raisons de santé. C'est alors au lycée Lamoricière, à Oran, qu'il s'initie au métier d'enseignant à la fin des années 1950.

Pendant de nombreuses années, Pierre Nora fut l'auteur d'un seul ouvrage : *Les Français d'Algérie* (1961). Directement nourri de son expérience d'enseignant à Oran et étayé par un vaste travail d'archives, cet ouvrage de jeunesse, auquel Nora restera attaché toute sa vie, devient la pierre angulaire marquant la sortie de terre d'un projet d'histoire contemporaine qui pour l'instant s'ignore, mais qui sera épuré, élargi, mis au point au long des six prochaines décennies. Non moins déterminante en ces années fut la découverte, à la bibliothèque municipale d'Oran, du petit manuel d'Ernest Lavisse. Incarnation de la pédagogie historique de la III^e^ République, « instituteur national », Lavisse deviendra, plus qu'une figure tutélaire, une présence obsédante, matricielle, qui accompagnera Nora jusqu'à ses derniers écrits, comme une sorte d'anti-modèle ou de double inversé. Deux directions menant vers ses recherches futures semblent dès lors s'esquisser. Alors que *Les Français d'Algérie* amorçait une première réflexion sur le contemporain à travers une interrogation sur la présence du passé dans le présent, la découverte de Lavisse marque, chez Nora, le premier mouvement vers l'histoire de l'histoire – l'étude du rôle que jouent l'écriture historique et l'institution scolaire dans la formation de la conscience nationale et dans le mode d'inculcation du sentiment patriotique.[2]

2 *Cf.* Pierre Nora, « Ernest Lavisse : son rôle dans la formation du sentiment national », *Revue historique* 228, n º 1 (1962) : 73-106.

Initiation au métier d'éditeur

De retour en France, Pierre Nora se lance dans la préparation de sa thèse, jamais achevée, à la Fondation Thiers. Là encore, la trajectoire qui semblait toute tracée et conduisait à une carrière de chercheur se voit derechef interrompue, un nouvel horizon, inattendu, s'ouvrant au jeune historien en quête de sa voie : l'édition. Le métier d'éditeur, qui fera sa renommée et auquel il se consacrera pendant soixante ans, débute pour lui en 1963 avec la création de la collection « Archives » chez Julliard. Collection novatrice, qui proposait des livres historiques de poche au moment même où ce nouveau format parvenait, non sans résistances, à faire sa percée dans le marché éditorial français. L'objectif était de permettre aux lecteurs un contact direct avec des documents d'archives – le matériau brut des historiens –, présentés par des spécialistes. Dotés d'une typographie et de couvertures très modernes, les volumes de la collection – qui accueillit notamment '*L'Œil de Moscou' à Paris*, de Jules Humbert-Droz, *Auschwitz*, de Léon Poliakov, *Le Congrès de Tours, 1920*, d'Annie Kriegel ou encore *L'An Mil*, de Georges Duby – rendaient la recherche historique la plus actuelle accessible, pour une somme modique, à un public vaste et diversifié, amateur comme universitaire.

Le succès d'« Archives » ne tarde pas à attirer l'attention de Claude Gallimard, soucieux de renforcer le secteur d'histoire et des sciences humaines dans son catalogue. Tout juste nommé enseignant à l'Institut d'études politiques, Nora est ainsi invité à conduire cette expansion au sein de la maison qui règne sur le paysage littéraire français. Devant l'intrusion de la production universitaire au sein de ce haut-lieu des lettres, des résistances se dressèrent. Nora lui-même s'est plus d'une fois amusé à raconter l'accueil hostile qu'il reçut d'Aragon, qui le gratifia, non sans mépris, du surnom mordant de « Monsieur Notes-de-bas-de-page ». Nous sommes alors en 1965, et la toute jeune expérience d'« Archives » avait déjà révélé sa capacité d'inventer des formules éditoriales séduisantes, son aptitude à débusquer les voix neuves, à pressentir des titres à fort potentiel, et son talent pour atteindre un public étendu. Il saura apaiser les réactions de méfiance. Et, fort de la

bénédiction du vieux Gaston Gallimard, tiendra bon, s'installant durablement au sein d'une maison d'édition où sa carrière d'une longévité exceptionnelle finira par faire de lui l'une des figures phares, reconnu par Antoine Gallimard lui-même comme étant « plus Gallimard que les Gallimard ». Le voici, donc, décidé à consacrer sa vie et son talent au service de l'œuvre des autres : dénicheur des voix nouvelles et instigateur de projets, commandant des titres, travaillant dans l'ombre des chefs-d'œuvre. L'éditeur est, en effet, un personnage étrange, une figure des coulisses, mû par la joie de découvrir un manuscrit inattendu, d'en reconnaître le potentiel et de deviner ce qu'il pourra devenir. Son métier est affaire de flair : il prend le risque de défendre des textes auxquels il croit et fonde son travail sur des échanges incessants avec les auteurs, dont il se fait à la fois l'allié fidèle, le complice vigilant, le conseiller patient, le contradicteur exigeant, le guide à travers ce chemin incertain qui mène de la première ébauche à l'ouvrage achevé. Et tout cela, pourquoi ? Peut-être pour le seul plaisir d'assister à la naissance d'un livre, la quête de cet émerveillement indescriptible de pouvoir livrer au monde une œuvre sur laquelle il avait osé parier et qu'il a aidé à accoucher.

Chez Gallimard, son premier projet est la création de la « Bibliothèque des Sciences humaines », en 1966, qui reprend le modèle, en le déployant, de la Bibliothèque des Idées (1927) et de la Bibliothèque de Philosophie (1950), reconnaissables à la couronne de titres disposés en arc sur leur couverture blanche. Entrée fracassante, s'il en est, puisque accompagnée de la parution de *Les Mots et les choses*, de Michel Foucault, de *Problèmes de linguistique générale*, d'Émile Benveniste, de *La Parole chez les Dogons*, de Geneviève Calame-Griaule, suivis de *Les Étapes de la pensée sociologique*, de Raymond Aron, d'*Homo Hierarchicus*, de Louis Dumont, et de *La Logique du vivant*, de François Jacob. Succès éclatant et immédiat, répété avec les collections « Témoins » (1967), la « Bibliothèque des Histoires » (1971), « Le Débat » (1990), ou encore la reprise de la collection « La Suite des temps ». Au total, environ 700 titres qui ont marqué d'une empreinte durable le paysage des sciences de l'homme en France au cours de la seconde moitié du XX^e^

siècle. Parmi toutes ces initiatives éditoriales, une mention spéciale revient à la « Bibliothèque des Histoires », que Nora lui-même qualifiait de « navire amiral d'une armada de collections » et qui garde, en effet, quelque chose d'une bibliothèque rêvée de l'historiographie française du dernier tiers du XX^e^ siècle. Placée sous le signe de l'« éclatement de l'histoire », d'une histoire fécondée par la multiplication de nouveaux objets et par une extraordinaire dilatation de son territoire, sa « Bibliothèque des Histoires » promeut une historiographie qui refuse de s'isoler et revendique pleinement son appartenance aux sciences de l'homme. Elle devient le bastion d'une avant-garde historienne, fortement inspirée par les problématiques anthropologiques. Son impressionnant catalogue accueille les ouvrages devenus classiques de Georges Duby, l'anthropologie historique promue par Jacques Le Goff, *Les Jardins d'Adonis*, de Marcel Detienne, le best-seller *Montaillou, village occitan*, d'Emmanuel Le Roy Ladurie, *Penser la Révolution française*, de François Furet, *La Fête révolutionnaire*, de Mona Ozouf, *La Vision des vaincus*, de Nathan Wachtel ou encore *L'Écriture de l'histoire*, de Michel de Certeau. Une production foisonnante, diverse, kaléidoscopique et profondément novatrice, que Pierre Nora a choisi d'accompagner d'un véritable manifeste : la série en trois volumes *Faire de l'histoire*, dirigée avec Jacques Le Goff et publiée en 1974, devenue l'acte d'auto-affirmation collective d'une nouvelle génération d'historiens sûre de son fait.

*

Les collections créées par Pierre Nora – en premier lieu sa « Bibliothèque des Histoires » et sa « Bibliothèque des Sciences humaines » – incarnent ce que l'on a convenu d'appeler l'âge d'or de l'histoire et des sciences sociales françaises. Ce jugement, devenu un lieu commun, n'en demeure pas moins profondément vrai. Les œuvres de leur catalogue constituent sans conteste le fruit d'un moment intellectuel d'une extraordinaire vitalité, qui s'est étendu de la veille des années 1960 jusqu'à très loin dans les années 1980 : les véritables « Trente Glorieuses » de l'historiographie et des sciences sociales en France. En effet, l'entrée de Pierre Nora chez Gallimard en 1965 coïncide avec la période où le pay-

sage éditorial et littéraire français connaît un tournant majeur. Il est marqué par la montée en puissance de la littérature *d'essai* et par l'essor spectaculaire des publications savantes. Grâce à son alliance singulière entre écriture érudite et élégance stylistique, l'essai parvient à s'imposer de nouveau dans le champ des lettres françaises entre les années 1960 et 1990, retrouvant — comme au XVIII^e^ siècle — sa place légitime au cœur de la création littéraire. Des figures éminentes des sciences sociales françaises, auteurs d'ouvrages jusque-là réservés à un public restreint de spécialistes, ont été soudain propulsées au premier plan de la scène éditoriale et médiatique, prenant la place autrefois occupée par les grands noms de la littérature.

Ce phénomène a conduit à une profonde transformation qui a ébranlé aussi bien le domaine de la création savante que les pratiques culturelles des Français. Pierre Nora figure parmi les éditeurs qui ont pris aussitôt conscience de l'existence d'une demande croissante pour ce type de littérature académique de la part d'un lectorat de plus en plus large, dont le profil, les goûts et les attentes évoluaient rapidement dans le contexte de l'expansion universitaire dans la France des années 1960. À vrai dire, toutes ses collections s'adressent à ce nouveau public instruit qui s'élargit, avide d'ouvrages académiques situés à mi-chemin entre la production strictement savante et la diffusion destinée à un lectorat plus large. Combien d'auteurs de son catalogue, issus de disciplines réputées austères, ont vu soudainement s'accroître leur prestige social et scientifique ? Foucault, avec *Les Mots et les choses*, accède au statut de vedette. Emmanuel Le Roy Ladurie connaît un succès de vente extraordinaire avec *Montaillou*, qui dépasse 150 000 exemplaires. C'est encore sous l'impulsion de Nora que des œuvres comme *Mythe et Épopée*, *Problèmes de linguistique générale* ou *Homo hierarchicus* ont contribué à faire connaître du grand public les travaux de Georges Dumézil, Émile Benveniste et Louis Dumont. À ces grands noms de la scène intellectuelle française, il conviendrait d'ajouter, enfin, les auteurs étrangers que Nora a contribué à faire connaître en France, tels qu'Ernst Kantorowicz, Erwin Panofsky, Francis Haskell, Karl Polanyi, Thorstein Veblen ou encore Arnaldo Momigliano.

Vers une *histoire au second degré*

Parmi toutes les collections de Pierre Nora, la « Bibliothèque des Histoires » occupe une place à part. Si elle fut toujours sa collection chérie, ce fut, d'abord et avant tout, parce que Pierre Nora inaugure sa carrière d'éditeur revendiquant sa forte identité d'historien. Mais d'historien *du présent* – c'est-à-dire de ce temps vif, ouvert, déchiré par le conflit des interprétations. Réalité en flux, toujours en mouvement, trop fuyant pour être apprivoisé et dépourvu de distance critique, le présent est une temporalité indocile, saturée par la surabondance documentaire et par le déferlement des événements, obligeant l'historien à repenser les méthodes traditionnelles de sa discipline. « Histoire du présent » : cet intitulé qu'en 1976 Nora choisit pour sa direction d'études à l'EHESS, où il enseigna pendant vingt ans, ne renvoyait pas à un simple découpage chronologique, mais recélait, en fait, un véritable programme de recherche.

Longtemps délaissée par l'historiographie, considérée comme impropre à l'analyse historique parce que trop proche pour se soustraire aux passions, l'histoire contemporaine a représenté, pour Nora, non seulement le champ de ses enquêtes, mais aussi une cause à défendre. L'historiographie qui triomphe dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle est en effet convaincue que l'histoire ne saura répondre à sa mission scientifique qu'à la condition de prendre ses distances à l'égard de l'actualité et de se rendre étanche aux partis pris du présent. Persuadés que la vérité serait inéluctablement corrompue, faussée, par toute intrusion des préoccupations contemporaines, Gabriel Monod et Gustave Fagniez n'avaient-ils pas, lors de la fondation de la *Revue Historique* (1876), posé la rupture entre passé et présent comme la condition indispensable à une historiographie vouée à un « but désintéressé et scientifique » ? D'après eux, tous les événements postérieurs à la chute de Napoléon en 1815 appartenaient au présent et devaient, de ce fait, être écartés de toute étude historique soucieuse d'impartialité. En effet, ce n'est qu'à partir des années 1960 que l'histoire contemporaine commence à acquérir en France une première reconnaissance comme champ de recherche légitime. Véritable rupture avec une ancienne méfiance à l'égard du

contemporain, solidement ancrée chez les historiens, cette inflexion se confirme dans le sillage des événements de 1968. On assiste alors à un glissement continu – d'abord discret, puis de plus en plus marqué – des centres d'intérêt de la communauté historienne vers le XIX^e^ et, plus encore, le XX^e^ siècle.

Depuis le tournant des années 1970, Pierre Nora plaide la cause de l'histoire contemporaine – de cette histoire qui lui apparaît alors comme une « histoire sans objet, sans statut et sans définition » ; une histoire qui ne s'était jamais vraiment trouvée, réduite qu'elle était à un « simple appendice temporel ».[3] Refusant la césure séparant le contemporain de l'histoire, il se donne pour tâche de mettre au jour ce que l'histoire contemporaine pourrait introduire d'irréductiblement nouveau dans la pratique historienne. En ces années encore, Nora se cherche en tant que contemporanéiste. Bien avant qu'il ne se tourne vers la mémoire, ce qui lui paraît constituer les traits originaux du contemporain, c'est d'abord l'accélération du temps historique, l'inscription du présent dans une échelle désormais mondiale, l'entrée décisive des masses dans l'histoire et le sentiment inédit que le présent est désormais vécu comme immédiatement historique. Plus profondément encore, le présent inaugure selon lui un nouveau régime de l'événement : celui-ci n'est plus simplement rapporté par les médias, mais produit, amplifié et démultiplié par eux, à chaud, dans l'immédiateté de l'information. À ses yeux, l'histoire contemporaine est une histoire dont le cœur ne bat pas dans le silence des archives, mais « dans le brouhaha d'une salle de rédaction ou le tohu-bohu cérémonieux d'une conférence de presse ». À nous de vivre désormais dans la « profusion d'un monde surévénementalisé ».

En 1968, Pierre Nora vivait boulevard Saint-Michel, quasiment en face de la Sorbonne. Depuis le balcon de son appartement — devenu, l'espace de quelques jours, un poste d'observation improvisé où se réfugiaient plusieurs journalistes — il assistait aux affrontements qui

3 Pierre Nora, « Pour une histoire contemporaine », in *Mélanges en l'honneur de Fernand Braudel* (Toulouse : Privat, 1973), 413-426.

se déroulaient sous ses fenêtres. Un soir, alors que les CRS chargeaient la foule, une scène décisive se grava en lui : il entendit Julien Besançon, le reporter d'Europe 1, micro à la main, commenter en direct ce qui se passait sous leurs yeux. Nora suivait sa voix à ses côtés, tandis que, quelques mètres plus loin, dans son propre salon, un transistor en relayait l'écho anonyme, identique à celui entendu par des millions d'auditeurs dispersés à travers le pays. Cette voix dédoublée, présente et délocalisée, ce décalage infime entre la voix en direct et sa reproduction radiophonique, fut pour lui une révélation : il comprit soudain que désormais, l'événement ne se donnait plus dans la seule épaisseur des faits, mais qu'il était façonné, mis en forme, amplifié, voire produit par les médias. Il se donnait dans la manière dont les médias l'enveloppaient, l'organisaient, le faisaient exister. L'année suivante, l'alunissage d'Apollo confirma cette prise de conscience : le monde entier, rivé devant les écrans, vivait conjointement un même présent, fabriqué image après image. Pour Nora, les médias ne reflétaient plus les faits, ils les engendraient. À partir de là se dessine une nouvelle intelligence du contemporain, attentive non seulement aux faits, mais à leur mise en scène et aux dispositifs qui les transforment en expérience collective. Une nouvelle intelligence « au second degré » de l'histoire.

L'expression « histoire au second degré » est employée par Nora dans son célèbre texte d'ouverture aux *Lieux de mémoire*. Elle n'y figure pas comme un simple énoncé conceptuel, mais désigne une orientation de pensée qui nous permet d'unifier l'ensemble de son travail. L'idée, en fait, travaille sa pensée bien avant d'être explicitement nommée : on en entrevoit déjà les linéaments dans le plan d'ensemble qui se cache derrière la création de la collection « Archives », ou encore dans sa lecture enthousiaste, inspirée, du *Dimanche de Bouvines* (1973) de Georges Duby.[4] En 1987, elle réapparaît dans le texte d'introduction

4 Pierre Nora n'a cessé de souligner comment *Le Dimanche de Bouvines*, de Duby, subvertit la grande histoire nationale traditionnelle, tout en inaugurant une nouvelle manière de faire de l'histoire, désormais indissociable de la réflexivité historiographique. « Je crois, affirme-t-il, que c'est le premier livre qui fait de l'histoire et de l'historiographie en même temps, et qui dresse l'historiographie comme une des dimensions historiques réelles et pas marginales ». Marquant l'avènement d'une nouvelle intelligence de la notion même d'« historiographie », au sens moderne du mot, *Bouvines* a constitué pour Nora « le plus éloquent révélateur du nouveau rap-

aux *Essais d'ego-histoire*, qualifiant les témoignages rassemblés dans le recueil de documents « au second degré », avant de gagner le statut de programme théorique dans un texte, en réponse à Paul Ricœur, pour la revue *Le Débat* en 2002. À dire vrai, c'est très probablement à la précoce découverte de Lavisse que l'on doit l'éveil, chez Nora, d'une intelligence « au second degré » de l'histoire ; Lavisse lui fit mesurer le rôle de premier ordre que la transmission de l'histoire avait joué dans la construction de l'image que la France s'était faite d'elle-même. Voilà très tôt indiqué le chemin qui finira par le mener vers les futurs *Lieux de mémoire*.

Chez Nora, l'histoire « au second degré » est une histoire qui se tourne vers les conditions de sa fabrication, vers les opérations de l'atelier de l'historien, vers les institutions, les modes de transmission du passé et les cadres symboliques qui en assurent la gestion. Elle marque, dans sa pensée, l'entrée de la recherche historique dans son âge réflexif et la pleine conversion de l'histoire en historiographie. Historiographie entendue, cette fois, non plus comme simple histoire des historiens et de leurs travaux, mais comme mise à jour de l'opération historique elle-même et comme déplacement autoréférentiel d'une histoire des faits à une histoire des médiations et des mises en sens. La réalité du passé est désormais indissociable de sa réactivation dans le présent, et l'étude de ce qui un jour fut devient inséparable de l'analyse des interprétations, appropriations et significations successives qui l'ont arraché à l'oubli, l'intégrant ainsi dans notre imaginaire collectif.

Les Chemins de la mémoire

Cette conception d'une histoire « au second degré » traverse toute l'œuvre de Pierre Nora, tout en trouvant dans les *Lieux de mémoire* sa réalisation la plus aboutie. Vaste entreprise – trois tomes, sept volumes réunissant 130 auteurs en un total d'environ 5 000 pages – qui ne vise nullement à dresser un catalogue de repères patrimoniaux, mais à dé-

port au passé en train de s'établir » et l'une des inspirations majeures de la dimension réflexive et historiographique des futurs *Lieux de mémoire*.

placer le regard de l'historien vers la manière dont une collectivité – en l'occurrence, la France – élabore et gère son rapport au passé. Avant toute chose, à l'encontre d'un usage abusif de la notion aujourd'hui répandu, il convient de montrer clairement que chacun de ces « lieux » n'y est jamais envisagé comme un objet immédiatement donné ou comme une réalité simplement héritée, mais plutôt comme une construction historique à part entière, traversée par des conflits d'interprétation et des investissements symboliques répétés ; un nœud de significations, d'usages et de réappropriations successives, dont l'historicité propre devient l'objet même de l'analyse. En ce sens, ce qu'interrogent les *Lieux de mémoire*, ce sont les conditions dans lesquelles le passé a été conservé, transmis, figé, voire sacralisé – bref, rendu pensable dans le présent et reconnu comme héritage collectif. La première originalité du projet de Nora est là : loin de se contenter d'étaler une réflexion historiographique, il entend d'abord la mettre à l'épreuve. L'ouvrage *Lieux de mémoire* en constituant l'exercice même, la mise en œuvre concrète, par l'exemple.

Les premiers linéaments de cet ambitieux projet remontent au séminaire « Histoire du présent » que Pierre Nora inaugure en 1977-1978, lors de son entrée comme directeur d'études à l'EHESS. Consacré aux « lieux de la mémoire collective », le séminaire prend pour point de départ la condition ingrate dans laquelle se trouvait alors l'histoire contemporaine, reléguée au rang de « parente pauvre de l'historiographie scientifique ».[5] Persuadé que l'histoire contemporaine « ne se définit pas par une chronologie, ni par une méthode, mais par un point de vue », Nora proclame qu'il faut, en réalité, la reconnaître comme une « histoire *autre* », qui contraint l'historien à reconsidérer en profondeur les rapports entre histoire et mémoire. Son objectif premier était d'interroger les dynamiques et la sédimentation du sentiment national en France, mais, plutôt que d'en proposer une histoire abstraite ou institutionnelle, il lui paraît plus fécond d'en suivre les incarnations concrètes, en s'attachant aux lieux — au sens le plus large du terme, à la fois

5 Pierre Nora, « Histoire du présent », *Annuaire de l'EHESS*, 1977-1978, 177-179.

concret et métaphorique — où la mémoire nationale et le sentiment d'appartenance collective ont pris corps. Pour ce faire, Nora choisit de partir des lieux que la société elle-même a érigés en mémoriaux, et c'est dans ce cadre que s'esquisse une première compréhension de ce que sont les « lieux de mémoire » : des lieux matériels et topographiques, tels que les archives, les bibliothèques nationales ou les musées des monuments français, où le passé est conservé et accessible ; des lieux monumentaux et architecturaux, comme le Père-Lachaise, le Panthéon ou les monuments aux morts ; des lieux commémoratifs et symboliques, incarnés par les anniversaires, pèlerinages ou statues, qui relient le souvenir individuel à la mémoire collective ; des lieux conservatoires et transmissifs, tels que associations, manuels scolaires ou récits mémoriels, par lesquels la mémoire se perpétue et se transmet ; enfin, des lieux officiels et des lieux particuliers à certaines familles politiques ou religieuses, qui reflètent la pluralité et la conflictualité des appropriations du passé au sein de la communauté nationale française.

Une fois de plus, la réflexion de Nora se nourrit des transformations sociales de son temps, la genèse des *Lieux de mémoire* s'inscrivant pleinement dans les recompositions intellectuelles et politiques de la France de la fin des années 1970, dont trois d'entre elles méritent d'être rapidement soulignées. Primo, la disparition des deux pôles majeurs qui avaient structuré la vie politique française de l'après-guerre : le gaullisme et le Parti communiste français. Issus l'un et l'autre de l'expérience fondatrice de la Résistance, ils constituaient deux cadres interprétatifs, deux récits unificateurs, deux visions idéologiquement concurrentes, mais également puissantes et cohérentes, de l'histoire nationale et de l'identité de la France. À partir des années 1970, l'équilibre issu de leur rapport de force se défait. La fin du gaullisme coïncide avec l'érosion du récit résistancialiste imposé au lendemain de la Libération. Le monopole d'une mémoire héroïsée de la guerre se fissure, tandis que refait surface le souvenir plus sombre de la France de Vichy. D'après Nora, l'unité mémorielle forgée autour de la Résistance cède la place à une pluralité de récits, marquant un premier décrochage entre mémoire nationale et identité politique. Parallèlement, l'épuisement

de l'horizon révolutionnaire – qui avait longtemps orienté le temps historique vers l'avenir – transforme en profondeur le rapport que les Français entretiennent avec le passé. La perte de crédibilité d'un futur conçu à l'aune d'un projet de rupture restitue au passé une autonomie nouvelle. Désormais détaché d'un projet d'avenir qui le subordonnait, le passé s'impose et se trouve mis en valeur – non pas, toutefois, sous la forme d'une tradition vécue comme héritage continu, mais comme un monde désormais séparé de nous, devenu à la fois lointain et précieux, opaque et chargé d'un sens incertain.

Secundo, la disparition des « collectivités-mémoires », au premier rang desquelles les communautés paysannes. Le projet des *Lieux de mémoire* repose sur le diagnostic d'une transformation plus profonde de la société française, due à l'impact de l'industrialisation, de la croissance économique et de l'urbanisation sur l'assise rurale de la France, balayant tout un ensemble de traditions, de coutumes, de styles de vie inscrits dans la longue durée. Dès lors, les formes traditionnelles de transmission du passé se désagrègent. L'une des hypothèses fondatrices des *Lieux de mémoire* procède ainsi d'un constat paradoxal : on n'en vient à tant parler de mémoire que parce que l'on est en train de perdre les milieux qui en assuraient une transmission spontanée, incorporée aux pratiques quotidiennes. C'est précisément parce que la mémoire n'est plus portée par des milieux vivants qu'elle devient un enjeu prenant, un problème pour le présent et un objet des historiens. Qu'elle est, en somme, accaparée par l'histoire. À défaut d'une mémoire qui se transmet de façon organique, certains lieux – les archives, les musées, les monuments et les commémorations – sont investis par l'histoire de la responsabilité de sa conservation. Ces sont des dispositifs de cristallisation d'une mémoire qui n'est plus transmise spontanément. Ils offrent des points d'ancrage à des communautés désormais privées de leurs anciens ressorts mémoriels.

Tertio, la montée irrépressible des mémoires minoritaires, identitaires et éclatées, laquelle s'accompagne d'un déplacement profond des conflits politiques vers le terrain du passé. La prolifération des mémoires minoritaires s'inscrit dans un vaste ensemble de ruptures : effon-

drement des ordres nationaux et coloniaux, désagrégation des modes de vie traditionnels, luttes de démocratisation à l'échelle mondiale, sans oublier la puissance inédite des médias de masse, capables de donner visibilité et légitimité à des récits appartenant à des groupes historiquement dominés ou marginalisés. Dans ce nouveau paysage, de nombreux groupes sociaux entreprennent de reconquérir une mémoire autonome, un passé propre, conçu comme un ressort essentiel de leur affirmation identitaire dans le présent. La mémoire acquiert, dès lors, une portée nouvelle, indissociablement politique et éthique. Investie d'une mission réparatrice, elle cesse d'être prise pour un simple registre du souvenir pour fonctionner comme un opérateur de reconnaissance, se présentant comme le moyen de combler les silences et les oublis d'une histoire officielle jugée excluante. La mémoire devient donc, en ces années, un enjeu politique central, au croisement des luttes de représentation et des revendications, portées par les minorités, de l'inscription de leurs trajectoires particulières – longtemps négligées – dans le cadre plus large du récit national. En mettant en avant des injustices héritées et des passifs historiques non résolus, des groupes sociaux jusque-là dépourvus de visibilité publique accèdent au statut d'acteurs politiques à part entière. En réponse aux exclusions et aux silences produits par les récits nationaux unificateurs, ils formulent des attentes de réparation qui redéfinissent les contours de l'appartenance collective. Or, ce qui est ici en jeu, ce n'est plus seulement l'interprétation du passé, mais les conditions sociales et politiques de sa reconnaissance. La mémoire devient ainsi un instrument central de reconfiguration des identités, au moment même où de nouvelles catégories d'identification – ethniques, religieuses, culturelles ou liées au genre – entrent en tension avec les cadres hérités de la nation.

L'impact de ces trois transformations sociétales transparaît dans chacun des textes de cadrage (introductions, chapitres, conclusions) que Pierre Nora lui-même, en tant que maître d'œuvre des *Lieux de mémoire*, rédige au fil des différents volumes, leur lien plus ou moins direct avec l'entreprise étant pourtant thématisée d'emblée dans le texte inaugural intitulé « Entre mémoire et histoire, la problématique des lieux ».

Texte complexe, exigeant, à la fois elliptique et truffé d'idées, d'images saisissantes et de formules frappantes, et qui a été incessamment relu et commenté, suscitant des interprétations fort diverses quant à la pensée et aux intentions de Nora. Érigé sur une tension conceptuelle entre mémoire et histoire – la première, une disposition affective, vécue dans un présent perpétuel et soumise aux caprices du souvenir et de l'oubli ; la seconde, une construction intellectuelle, critique et procédurale, fondée sur des traces –, ce texte d'ouverture des *Lieux* joue tout le temps de leur rapport, tantôt en les opposant, tantôt en les rapprochant, ce qui finit par créer une oscillation non résolue qui confère à ces pages une opacité du propos qui a valu à Nora un certain nombre de malentendus. Car il est, en effet, tout sauf aisé de cerner le moment exact où l'opposition tranchée de la mémoire et de l'histoire cède la place à une compréhension du lieu de mémoire comme un objet qui ne se laisse finalement saisir que dans leur imbrication même. Alors, qu'est-ce donc qu'un « lieu de mémoire » ? À son origine, l'expression renvoie aux *loci memoriae* des arts de la mémoire de l'Antiquité, tels que décrits par Cicéron et Quintilien.[6] Dans cette conception rhétorique, les *loci memoriae* désignent une technique mnémonique fondée sur la spatialisation de la mémoire, qui consiste à associer des éléments à mémoriser à une série de lieux distincts, qui serviront de supports stables du souvenir. La remémoration s'opère alors par un parcours imaginaire de l'orateur à travers ces *loci*, dont l'enchaînement spatial permet de restituer les contenus mémorisés dans leur ordre. Un *locus* n'est donc pas un lieu matériel, mais un procédé mnémotechnique, un repère mental qui permet à l'orateur d'organiser et de fixer les idées selon les espaces parcourus, assurant ainsi la mémorisation du discours. Chez Nora, en l'occurrence, un lieu de mémoire est, à la fois, matériel, fonctionnel et symbolique, et renvoie à toute représentation partagée ou disputée du passé, investie au cours du temps d'une valeur identitaire aux yeux d'une communauté. Il comprend, simultanément, des édifices et des sites, des institutions et des symboles, mais aussi des devises, des rites,

6 Nora reconnaît que l'expression « lieu de mémoire » lui vient de *L'Art de la mémoire*, de Francis Yates, publié par ses soins dans la « Bibliothèque des Histoires » (Paris : Gallimard, 1975).

des clivages, à condition de témoigner d'un enracinement du présent dans la durée.

« Unité significative, d'ordre matériel ou idéel, dont la volonté des hommes ou le travail du temps a fait un élément symbolique d'une quelconque communauté » : voilà la définition officielle d'un lieu de mémoire que forge Nora, à la demande du dictionnaire *Le Robert*, en 1993. En réalité, rien ne saurait mieux illustrer la signification et la portée de ces lieux que le plan même de l'ouvrage et leur inventaire d'un bout à l'autre des trois tomes – *La République*, *La Nation*, *Les France* – et de leurs sept volumes. En position inaugurale au sein de l'architecture d'ensemble, porte d'entrée dans l'immense édifice : la III^e^ République, incarnation d'une idée, d'un horizon, d'une réalisation de la France – celle-là même qui a pourvu le capital mémoriel dont la génération de Nora a été l'héritière, toujours opérant au moment de l'élaboration du projet des *Lieux de mémoire*. Contrainte de fonder sa légitimité sur le recours au passé, la III^e^ République semble, aux yeux de Nora, s'imposer d'emblée, car c'est elle qui a entrepris de démocratiser une mémoire collective publique en mobilisant, au premier chef, l'institution scolaire et les dispositifs pédagogiques. En fin lecteur de Lavisse, Nora y décèle une véritable entreprise volontariste de mise en mémoire. Très exactement, le fondement même sur lequel se dresse tout le projet des *Lieux*. Si la III^e^ République s'impose comme le problème de départ auquel il convenait de s'attaquer, c'est parce qu'elle a donné naissance à une authentique politique de la mémoire, en façonnant un passé à sa mesure ; un passé orienté et appelé à déboucher sur l'affirmation de l'unité républicaine.

Avec le deuxième tome, *La Nation*, déployé en trois volumes, le projet des *Lieux de mémoire* change d'échelle. L'inventaire des « lieux » s'élargit considérablement, et la cohérence du projet devient plus lisible, le centre de gravité de l'analyse se déplaçant vers la représentation que la France a forgée d'elle-même et continûment cultivée. Voilà, en substance, une vraie histoire de France au second degré. Car la nation est elle-même définie ici comme *représentation* et comme *projection*. Pour la saisir dans sa spécificité, la méthode adoptée est stratigraphique, distinguant ce qui

relève de l'immatériel, du matériel et de l'idéel. L'immatériel est consacré aux grandes étapes de la formation de la conscience nationale. On distingue, d'abord, l'héritage, ce fonds lointain nourri par la mémoire féodale, puis monarchique (les sanctuaires de Saint-Denis, les traditions dynastiques). Ensuite, et plus intéressant pour nous ici : l'histoire, le rôle décisif que l'histoire de France a joué en tant que ciment de la communauté nationale.[7] La mémoire de l'État national s'étant solidifiée, selon Nora, dans une tradition historique, dans une historiographie. Avec le matériel, sont ensuite abordés le territoire, les frontières, l'État, la notion d'Hexagone et celle de patrimoine. Et en dernier volet de ce triptyque : l'idéel, c'est-à-dire la gloire et la grandeur de la France, spécialement dans leur expression militaire (Verdun, la galerie des batailles de Versailles, mais aussi les statues et les noms des rues) et, par-dessus de tout, le grand trésor national, objet majeur de fierté collective : la langue française et son génie.

Soyons attentifs à la réflexivité historiographique, propre à une approche « au second degré », à l'œuvre dans *La Nation*. Car l'histoire et les historiens y occupent une position centrale, reflet, selon Nora, de la prégnance singulière de l'histoire au sein de la culture française. La figure de l'historien y apparaît comme un acteur majeur de la continuité nationale, à la fois pédagogue et artisan de la conscience collective. En prenant pour objet l'historiographie elle-même, *La Nation* met ainsi en lumière la manière dont l'histoire a longtemps constitué le cadre privilégié – voire le moule – de la mémoire collective française.

Avec *Les France*, le troisième tome, le projet des *Lieux* est finalement compris dans toute son extension. Historiens de métier, journalistes, commentateurs dans la presse et grand public : tous prennent enfin la mesure de la portée, de l'étendue et de l'ambition même de l'œuvre. Comptant environ 1 000 pages chacun, les trois derniers volumes marquent une véritable inflexion du projet, lequel se penche

7 Nora dira même que l'histoire a joué en France un rôle équivalent à celui de la philosophie pour les Allemands, de l'*American way of life* pour les Nord-Américains, du folklore pour certains pays de l'Europe de l'Est, de l'économie pour les Pays-Bas, de la tradition pour la Grande-Bretagne.

désormais, de façon nettement plus assumée, sur ce que la France a de pluriel, d'hétérogène, d'antagonique et de discontinu. Ce que Nora entend à présent faire ressortir, ce sont ces lignes de partage sur lesquelles la France érige son identité, ses polarisations structurantes, les fractures où se sont cristallisés ses lieux de division (politique, sociale, religieuse, géographique) : Francs et Gaulois, l'Ancien Régime et la Révolution, catholiques et laïcs, les rouges et les blancs, Français et étrangers, gaullistes et communistes, la droite et la gauche, le front de mer et la forêt... Ce n'est pas encore tout. Autrement plus impressionnante est, à nos yeux, une inflexion seconde – méthodologique, conceptuelle – à l'œuvre elle aussi au fil de ces trois derniers volumes. Car, avec *Les France*, l'entreprise elle-même change de nature. Elle n'est plus portée par le simple repérage des lieux ; désormais, elle se consacre à mettre au jour le processus même de transformation d'objets familiers *en* lieux de mémoire. Le but ne consiste plus à établir, entre différents « lieux », des rapprochements parlants, bien que toujours surprenants, mais à mettre à l'épreuve la notion même de « lieu de mémoire », qui avait déjà gagné la faveur de la critique et du public, afin de vérifier si elle demeurait opératoire lorsqu'elle était appliquée à des objets déjà fortement investis par la mémoire collective, et quelle intelligibilité elle serait alors capable d'en extraire.

Le grand finale de ce « livre symphonique »[8] que sont les *Lieux de mémoire* réside, donc, dans cette décision prise par le chef d'orchestre de placer au premier plan de toute l'entreprise l'opération intellectuelle consistant à convertir, grâce à l'inventivité de l'historien, des objets bien connus, appartenant à la tradition ou à la vie quotidienne, en lieux de mémoire. C'est ainsi qu'à présent, l'attention à la réalité du « lieu » s'efface devant l'acte même de le « lieu-de-mémoriser » – c'est-à-dire de l'inscrire dans l'histoire des appropriations et des disputes dont il fut l'enjeu, des strates successives de signification qui s'y sont déposées, des contre-mémoires qui l'ont contesté, en montrant précisément *pour qui*, et à quelles fins, un *topos* devient un « lieu de mémoire ».

8 Michelle Perrot, « Le siècle du patrimoine », *Libération*, 28 novembre 1986.

Car il ne suffit plus, à présent, de tenir un « lieu de mémoire » pour une réalité quelconque façonnée par l'action des hommes et chargée au cours du temps d'une valeur symbolique et identitaire pour un groupe social donné ; bien au contraire, il s'agit désormais de faire un pas en amont et de reconnaître que tout « lieu de mémoire » est, d'emblée, le fruit d'une élaboration historiographique – de sorte que c'est bien sur cette opération intellectuelle première que Nora entend, en définitive, tourner notre regard.

> Décrire le front de mer en géographe ou décrire ce que la façade maritime de la France incarne de sa vocation manquée ne relève pas du même travail. Analyser la cathédrale en architecte est une chose, montrer ce que ce modèle social et miroir du monde doivent au poids d'histoire et d'imaginaire que lui a donné le romantisme en est une autre. Étudier Descartes comme le plus grand philosophe français (...) et expliquer comment la philosophie française s'est constituée autour de Descartes n'aboutissait pas au même résultat. Retracer l'histoire politique ou idéologique de la gauche et de la droite ou examiner comment ce couple de mots, que la France a rendu universel, et qui nous est devenu si familier, s'est fait la catégorie de base de la confrontation démocratique des sociétés contemporaines, dessinent des chemins différents.[9]

*

Les *Lieux de mémoire* s'achèvent en 1993, le dernier tome étant publié une quinzaine d'années après la création du séminaire de Nora à l'EHESS qui en a constitué le banc d'essai. Au cours de ces années, pendant même que la réflexion de Nora mûrissait et que le projet sortait peu à peu de terre, le thème de la mémoire parvient à s'imposer comme l'un des foyers majeurs du débat intellectuel aussi bien que des controverses qui secouaient l'espace public, les années 1980 étant marquées par une véritable « inflation mémorielle ».[10] Pendant que les

9 Pierre Nora, *Une étrange obstination* (Paris : Gallimard, 2022), 271.

10 Marie-Claire Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique Internationale* 7 (2000): 48-57.

publications sur le thème se font toujours plus nombreuses, la mémoire investit des champs disciplinaires variés, traverse et souvent polarise les débats. Objet d'usages concurrents, elle tend également à s'affirmer comme un enjeu politique particulièrement sensible, la mémoire nationale en venant à figurer comme une question relevant désormais de l'action publique. Comme une affaire d'État. En fait, les crimes de masse du XX^e^ siècle — guerres mondiales, régimes totalitaires, apartheid —, les processus de décolonisation en Afrique, les transitions démocratiques et les luttes pour la reconnaissance des exactions commises par les régimes autoritaires en Amérique latine et en Europe du Sud, auxquels vient ensuite s'ajouter l'effondrement du bloc soviétique, constituent autant de séquences historiques qui se conjuguèrent de manière à préparer la montée en puissance de la mémoire en ces années. Musées et mémoriaux se multiplient, tandis qu'un public élargi manifeste un intérêt croissant pour les récits des victimes des persécutions politiques et pour la découverte des visions du passé que les cadres historiographiques dominants avaient largement invisibilisées. Longtemps disqualifiée comme subjective, déformante et manipulable, la mémoire acquiert, à ce moment, le triple statut de problème historiographique, de force sociale et politique, de catégorie éthique, jusqu'à apparaître, aux yeux de l'opinion, comme étant plus authentique – voire plus vraie – que l'histoire.

Catégorie métahistorique, la mémoire était-elle maintenant sur le point de l'emporter sur l'histoire ? Étrange sort, en effet, d'une notion pensée à l'origine comme un outil critique,[11] mais qui très rapidement échappe au contrôle des historiens. Ces derniers furent, de toute évidence, directement concernés par ce basculement. Au sein même de leur discipline, la mémoire connaît plusieurs retournements successifs en ces années : après avoir été longtemps pensée comme antagonique à l'histoire, elle cesse d'abord d'être appréhendée dans un rapport de stricte opposition et se fait reconnaître comme un objet légitime d'enquête historique. En peu de temps, elle s'imposera aux historiens comme

11 Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », 50.

une présence contraignante, l'écriture de l'histoire se trouvant désormais elle-même placée sous la pression des disputes mémorielles. En réalité, au cours des dix années qui séparent le premier et le dernier tome des *Lieux* et à l'arrière-plan de leur élaboration, la notion de mémoire a subi une dilatation si spectaculaire qu'elle finira par tenir lieu d'histoire, par l'engloutir et par désigner précisément ce qu'on entendait autrefois par « histoire », tandis que l'histoire se trouve à son tour investie d'une charge mémorielle. Les deux notions en viennent ainsi à se recouvrir, et leur distinction même devient de plus en plus incertaine. De sorte que nous aurions probablement tort de lire les textes que Nora rédige en amont et en aval des *Lieux* en supposant que les deux mots, « mémoire » et « histoire », y conservent exactement le même sens. Cela peut paraître un peu surprenant, mais son texte inaugural de 1984, ceux de 1993 et ceux qu'il publie après les années 2000 ne mobilisent en aucun cas un sens unique (et univoque) pour ces deux notions centrales. C'est la croyance en leur stabilité sémantique qui, en dernière analyse, est à l'origine d'une grande partie des malentendus suscités par nombre de lectures consacrées à l'entreprise des *Lieux*. Quoi qu'il en soit, malgré sa polysémie et sa dilatation accélérée, la notion de mémoire s'impose comme le maître-mot de la fin du XX^e^ siècle. Par leur dimension et leur portée, les *Lieux de mémoire* (1984-1993) se situent, tout naturellement, en première ligne de cette marée mémorielle qui déferle dans les années 1980. Ils s'imposent comme une référence majeure pour la compréhension du phénomène avant même la parution des derniers volumes. Non pas uniquement en tant qu'outil analytique ou entreprise savante, mais aussi parce qu'ils constituaient, en eux-mêmes, des révélateurs et des reflets du phénomène même qu'ils étaient, au départ, censés décortiquer. Par un étrange retournement, voilà les *Lieux de mémoire* happés par « l'ère de la commémoration », pris à leur insu dans la noria mémorielle qu'ils prétendaient saisir de manière critique.

Ce chevauchement apparent entre le projet des *Lieux de mémoire* et le phénomène dont il voulait rendre compte n'a pas mis l'ouvrage à l'abri des malentendus. D'aucuns, il est vrai, allèrent jusqu'à y voir une entreprise de sacralisation des emblèmes de l'identité française, en

la prenant, à rebours des intentions de Nora, pour un monument célébrant les supports sur lesquels se dresserait la mythologie nationale. En dépit de ces malentendus, le succès de l'œuvre reste pourtant incontestable. Les *Lieux de mémoire* furent partout salués comme un événement éditorial, suscitant l'éblouissement de la critique, l'adhésion des pairs et l'engouement d'un large public. À la parution de chaque tome, l'ouvrage impressionnait par ses dimensions, sa nouveauté, son audace, son architecture inventive et vertigineuse. Au total, ces quelques cinq mille pages forment un véritable massif, à la fois monumental et labyrinthique, un tour de force éditorial qui n'aurait sans doute jamais vu le jour si Nora n'avait occupé cette position singulière d'historien-éditeur chez Gallimard, patron des collections phares des sciences sociales françaises, qui lui permit de mener à bien un projet aussi grandiose, ambitieux et risqué. Il ne fait guère de doute, comme l'a très bien souligné Margarida de Souza Neves, que l'extraordinaire succès des *Lieux de mémoire* lui servit de passeport pour l'Académie française. Il constitua, à bien des égards, ce fil d'or qui vint broder son habit vert d'académicien.[12]

Au triomphe éditorial des *Lieux de mémoire* se superpose la fortune spectaculaire de la notion même de « lieu de mémoire » dans la sphère publique. Au prix d'un contresens, elle échappe à son concepteur et est à la fois indûment dilatée et paradoxalement restreinte, se figeant dans la désignation de lieux concrets – le café *Le Fouquet's*, la piscine Molitor ou la salle de spectacle *L'Olympia* sont aussitôt étiquetés comme des lieux de mémoire. Ces usages abusifs entraînent une déperdition du sens et de la portée heuristique d'une notion que Nora avait au départ forgé comme un instrument d'intelligibilité de l'histoire – ce que ces exemples d'édifices classés, à l'évidence, ne sont pas. Ce sont, certes, de hauts lieux iconiques de la vie parisienne, mais qui ne recèlent pas la charge symbolique des objets répertoriés par Nora, tels la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », le Panthéon, les monuments aux morts, le Code civil, le 14 juillet, Versailles, le soldat Chauvin, la

12 Margarida de Souza Neves, "Pierre Nora", in Maurício Parada (dir.), *Os historiadores – clássicos da história*, vol. 3 (Rio de Janeiro/Petrópolis: Editora PUC-Rio/Vozes, 2014), 202-223.

Marseillaise, le mur des Fédérés, le front de mer ou les centenaires de Voltaire et de Rousseau.

Sans aucun doute, ce type d'usage indiscriminé de la notion entraîne-t-il une dilution de son sens – à la limite, tout peut passer, sous un certain angle, pour un « lieu de mémoire » –, mais nous pourrions considérer, par effet de contraste, ces emplois sauvages du concept, mobilisé pour justifier des classements patrimoniaux ou accroître l'attractivité touristico-culturelle d'édifices parisiens emblématiques, comme étant l'illustration en creux de l'originalité même de la proposition de Nora. Originalité qui se décante sous différents aspects. En effet, les *Lieux de mémoire* s'inscrivent, tout d'abord, dans un mouvement de renouvellement de l'Histoire de France comme objet et comme genre, mené par quelques-uns des plus grands historiens français. Publiés à peu près à la même époque que *L'Identité de la France*, dernier opus de Fernand Braudel, l'*Initiation à l'histoire de France*, de Goubert, les *Histoire de France Hachette* (Duby, Le Roy Ladurie, Furet, Agulhon), ou encore l'*Histoire de la France*, dirigée par Burguière et Revel, les *Lieux* s'en démarquent à divers égards : non seulement par leur ampleur, leur rupture avec la chronologie ou leur distance à l'égard de l'événement, mais surtout par le type d'approche « au second degré » qui y est mis en valeur et par leur manière inédite d'envisager la France elle-même comme une réalité symbolique (vol. I, p. 24). Alors même que quelques-uns des représentants les plus renommés de l'historiographie française s'employaient à écrire autrement l'histoire nationale, déconstruisant et reconstruisant le genre, voilà que Nora opère un déplacement plus radical en prenant le problème à revers : il ne s'agit plus pour lui d'essayer de comprendre la France par le récit de son devenir, mais d'en démonter la machinerie symbolique, afin de la saisir cette fois à partir de sa propre mythologie historique – c'est-à-dire, à partir du rôle qu'a joué l'inculcation de l'histoire dans la formation de la conscience nationale. Ce qui, *in fine*, fait de ses *Lieux de mémoire* l'anti-Lavisse. À y regarder de plus près, il n'est pas interdit de penser que c'est cette volonté d'appréhender la France à travers l'imaginaire national et ses supports

symboliques qui, en définitive, fait des *Lieux* non seulement la négation méthodique du « roman national », mais son exact contrepoint.

*

Certes, l'entreprise n'est pas sans angles morts. Jouissant d'un peu de recul, il est bien possible d'en relever certaines lacunes et d'en pointer quelques biais structurants. Avec plus de cent entrées, allant de Jeanne d'Arc à la gastronomie, des Trois couleurs au clocher, de l'Hexagone à la vigne et au vin, on ne peut qu'être frappé par l'absence de toute entrée consacrée à l'Empire, à la colonisation et à la notion même de « Métropole », conduisant à la mise hors champ du passé colonial, de l'Indochine à l'Afrique, de l'Océanie à la Caraïbe. Cette absence, déjà relevée par d'autres, est d'autant plus surprenante que ce passé s'inscrit dans une durée séculaire, et constitue l'un des ressorts majeurs de la puissance, de la prospérité et de la projection internationale de la France. Au sein d'un ouvrage qui se propose d'interroger l'histoire de France à partir de ses mécanismes de construction symbolique, comment ne pas reconnaître que ces expériences coloniales, loin d'être périphériques, ont profondément façonné les représentations que la France s'est forgées d'elle-même ? La croyance dans la mission civilisatrice dont elle s'est fièrement investie, la profusion d'allégories de la France portant la lumière dans le monde qui ornent encore l'iconographie monumentale de ses édifices publics, le discours universaliste qu'elle revendique, ou encore l'empreinte linguistique et culturelle durable laissée par l'empire témoignent de l'importance de cet héritage dans la construction symbolique de la nation. Que ces expériences coloniales – traversées par des échanges matériels et culturels de différents ordres et marquées par l'émergence de lignes de fracture appelées à perdurer –, qui ont fini par s'inscrire au sein même de l'espace métropolitain, n'aient pas trouvé place dans les *Lieux de mémoire* ne peut qu'interroger, tant cet effacement du passé colonial constitue l'un des silences les plus étonnants du projet.

À vrai dire, on ne comprend pas cet angle aveugle des *Lieux* si l'on ne reconnaît pas que la mémoire dont il est ici question est une

mémoire hexagonale, prioritairement. Au terme de cinq siècles d'une histoire coloniale qui s'est étendue sur près de vingt-quatre millions de kilomètres carrés et a concerné quelque quatre-vingts colonies, combien d'expériences, de représentations, de symboles, de conflits et de disputes mémorielles n'auraient pu y trouver place, à côté de et au même titre que la conversation, la galanterie, le café ou la *Recherche* de Proust ? En fait, comme ces entrées en témoignent, la France des *Lieux de mémoire* est une France bien particulière – pensée depuis le centre, et pour le centre. Une France de la culture, une France d'universitaires, une France contemplée depuis le point de vue des intellectuels, de ceux qui la pensent et l'enseignent – en témoignent les entrées sur la Khâgne, le *Tableau* de Vidal de La Blache, la Coupole, le Collège de France, Ferdinand Brunot, entre autres. Une France peut-être révolue à l'aune de la troisième décennie du XXI^e^ siècle. Force est de reconnaître, par conséquent, la forte dimension générationnelle de ces *Lieux de mémoire*. Que nous apprend le choix même des objets inventoriés sur les valeurs, les critères, les expériences et l'horizon culturel d'une génération très précise d'intellectuels ? À quarante ans de distance, dans une France aujourd'hui beaucoup plus diverse, travaillée par des dynamiques multiculturelles non exemptes de tensions, quelle est, au juste, la représentativité des objets retenus par Nora ? Les lieux qu'il a répertoriés constituent-ils encore des repères pour les jeunes générations, celles qui, nées après 1993, n'entretiennent plus un même rapport au passé et pour lesquelles l'identité nationale apparaît souvent comme une catégorie polémique, clivante et contestée ? La portée symbolique de ces « lieux » demeure-t-elle opérante dans une France qui se pense comme partie de l'Europe, quoique toute traversée par des référents culturels transatlantiques ?

*

Toute œuvre étant fille de son temps, le monument des *Lieux* ne serait-il pas voué à devenir lui-même un lieu de mémoire historiographique, celui d'un âge révolu de la pensée historique et des sciences sociales françaises ? Voire d'une certaine idée de la vie intellectuelle en

France ? On pourrait en débattre indéfiniment. Ce qui est sûr, néanmoins, c'est que l'ouvrage demeure un jalon majeur, non parce qu'il aurait renouvelé notre connaissance de l'histoire de France et de son imaginaire historique, mais parce qu'il nous a rendus plus conscients de nos formes diverses de rapport au passé, de nos manières multiples d'habiter l'histoire et de nous y inscrire. Il a appris aux historiens à quel point l'approche des *faits de mémoire* est autrement plus complexe que celle des *faits d'histoire*, dans la mesure où elle exige un changement de perspective qui n'a rien d'évident. En effet, « traiter l'objet historique en lieu de mémoire, c'est donner la parole au présent, non comme l'héritier du passé, mais comme l'usager du passé, toujours susceptible de réanimer des enjeux qui somnolent, de réemployer des matériaux enfouis ».[13] La portée réflexive de l'entreprise est manifeste, car, chez Nora, la mémoire émerge comme une histoire *en abîme*. C'est-à-dire, une histoire qui se renvoie à elle-même et qui s'auto-problématise. Voilà la dimension à la fois théorique et historiographique que la mémoire acquiert dans son travail, la mémoire contraignant l'histoire à s'observer à travers le miroir même de ses usages et de ses représentations (mythologies, légendes, traditions). C'est cette inflexion qu'illustrent, toujours d'après Nora, l'entrée de la recherche historique dans son âge réflexif et la conversion ultime de l'histoire en historiographie.

Or, l'historiographie porte, à ses yeux, une dimension « iconoclaste et irrévérencieuse ». Traversée par un « contenu polémique », elle pousse les historiens « à s'emparer des objets les mieux constitués de la tradition »,[14] en mettant notamment en question ce qui, en France du moins, était investi d'un « rôle recteur et formateur de la conscience nationale » : l'histoire elle-même. Mais si l'historiographie présente une portée « iconoclaste et irrévérencieuse », est-ce uniquement parce qu'elle défie le lien étroit, jadis établi, entre l'histoire et la conscience d'une identité nationale ? N'est-ce pas aussi en raison de cette circularité vertigineuse inhérente à une démarche résolument métahistorique :

13 Mona Ozouf, « Le passé recomposé », *Le Magazine Littéraire* 307 (1993) : 22-25.

14 Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire », *Les Lieux de Mémoire*, vol. 1, *La République* (Paris : Gallimard, 1984), xxi.

des historiens faisant l'histoire des historiens qui, par conséquent, selon les principes mêmes qu'ils professent, deviendront bientôt eux-mêmes des objets historiques pour les historiens de demain ; l'histoire-connaissance de l'histoire-matière devenue elle-même matière pour une autre forme de connaissance historique, au second degré ?[15] C'est cette réflexivité, ce retour de la conscience historique sur elle-même, qui conduit l'historiographie – au sens précis où l'entend Nora – à prendre pour objet « non plus les déterminants, mais leurs effets ; non plus les actions mémorisées ou même commémorées, mais la trace de ces actions et le jeu de ces commémorations ; pas les événements pour eux-mêmes, mais leur construction dans le temps, l'effacement et la résurgence de leurs significations ; non le passé tel qu'il s'est passé, mais ses réemplois permanents, ses usages et ses mésusages, sa prégnance sur les présents successifs ; pas la tradition, mais la manière dont elle s'est constituée et transmise ».

Les Ego-histoires

On ne saurait trop y insister : cette démarche « au second degré », réflexive et *en abîme*, traverse de part en part l'entreprise historienne de Pierre Nora, et nous plonge au cœur même de sa manière personnelle, originale, de concevoir l'historiographie. Chez lui, la réflexivité historiographique procède par approfondissements successifs. À un premier niveau, l'histoire cesse de se contenter de prendre le passé pour objet et se tourne vers les opérations qui l'ont constitué en objet historique. Au-delà des événements, ce qui intéresse désormais l'historien, c'est la manière dont ils ont été élaborés, façonnés, transmis et appropriés. Ensuite, à un deuxième niveau, plus profond, l'historien qui se consacre à l'historiographie soumet sa propre discipline au même examen critique que celui qu'elle appliquait jusque-là à d'autres objets. L'historien et la discipline historique cessent alors d'occuper une position de surplomb. Ils sont eux-mêmes reconnus à présent comme des objets historiques

15 *Cf.* Felipe Brandi, « L'avènement d'une "histoire au second degré" », *L'Atelier du Centre de Recherches Historiques*, n° 7, 2011.

parmi d'autres. L'historiographie n'est, par conséquent, plus entendue comme une simple spécialité ; elle *produit* et elle *représente* une modification du statut même du savoir historique. La conscience historique découvre qu'elle appartient elle-même à l'histoire, et les historiens deviennent désormais sensibles aux liens invisibles, souterrains, entre l'histoire qu'ils font et celle qui les a faits.

Dès lors, celui qui écrit l'histoire des historiens sait que son propre travail pourra, à son tour, devenir l'objet d'une future histoire de l'historiographie. La réflexivité historiographique ne connaît ainsi aucun terme assignable : chaque regard porté sur le passé demeure susceptible d'être lui-même historicisé. Voilà la circularité et la mise en abîme de l'approche historiographique prônée par Nora, où chaque niveau d'analyse semble en appeler un autre. Mais alors, que se passe-t-il lorsque les historiens sont invités à prendre pour objet l'histoire qui les a constitués autant que celle qu'ils ont produite ? Tel est le pari que Pierre Nora lance à ses confrères au début des années 1980, en les conviant à un exercice d'« auto-histoire ».

À l'orée des années 1980, bien avant que l'enquête inaugurale du séminaire qu'il anime à l'EHESS ne débouche sur la publication du premier tome des *Lieux de mémoire*, Pierre Nora conçoit déjà un autre projet éditorial, tout aussi audacieux. Intitulé « Projet d'"auto-histoire" » et adressé à quelques-uns des représentants les plus éminents de l'école historique française, il entend renverser l'attitude traditionnelle des historiens, habitués depuis la constitution de l'histoire scientifique à s'effacer derrière leur œuvre, afin de les mettre au défi de s'affranchir de cet idéal de retrait et de reconnaître, enfin, qu'au-delà – ou plutôt *en deçà* – de leurs travaux se tient une personnalité historienne, elle-même façonnée par les expériences historiques de son temps. La proposition – mieux : le pari lancé à ce groupe précis d'historiens n'avait rien de simple à l'époque : « *faire leur propre histoire comme ils feraient l'histoire d'un autre sur la base d'une documentation qu'ils sont pourtant les seuls à posséder* (...) [; s'engager dans] *un effort, honnête et vrai, pour appliquer à eux-mêmes, dans leur style propre et avec les méthodes éprouvées qui sont les leurs, le regard aigu, englobant, explicatif, qu'ils*

porteraient sur un autre (…). Se faire donc, pour un moment, historien au second degré ».[16]

Bravant ce vieil idéal d'effacement, que signifie pour un historien se prendre pour objet ? Le fait d'être historien permet-il de porter sur soi, sur sa formation, son milieu et son époque un regard singulier que la démarche historienne est seule à pouvoir façonner ? Pierre Nora a lui-même, à différentes reprises, rapproché son projet de ce que de l'on a convenu d'appeler le « retour du sujet » dans les années 1980, l'engouement à la même époque pour la biographie, la revanche de l'*agency* sur la prééminence accordée jusque-là aux déterminismes structurels. Mais il y a bien autre chose, par-delà cette conjoncture intellectuelle. La dimension « au second degré » de l'exercice – explicitement revendiquée dans le projet dactylographié qu'il adresse à ses auteurs – fait clairement apparaître à quel point le défi historiographique de l'« auto-histoire » peut être envisagé comme une sorte de prolongement, de dérivé des *Lieux de mémoire*. Mais là où les *Lieux* interrogeaient les rapports qu'une société entretient avec son passé, le nouveau projet porte sur les rapports que les historiens eux-mêmes entretiennent avec le leur. Voilà en quoi l'« auto-histoire » peut être comprise comme la traduction pratique de la réflexivité-limite de ce que Nora appelle la « dimension historiographique de l'histoire ».

On comprend dès lors mieux pourquoi, après une longue gestation, les *Essais d'ego-histoire* paraitront en 1987 avec l'ambition affichée de contribuer à un « genre nouveau, pour un nouvel âge de la conscience historique ». Âge réflexif, s'il en est, aux yeux de Nora, puisque tout entier pris dans la spirale d'une histoire vouée à sa propre mise en abîme. Sur-le-champ, une telle ambition, revendiquée par l'ouvrage, fut jugée excessive, intempestive. Elle suscita l'irritation. Aux yeux de certains, une telle ambition paraissait confirmer la réputation de hauteur qui entourait déjà la figure de son maître d'œuvre. Le titre même de l'ouvrage, avec son étrange néologisme d'« ego-histoire », ne fit qu'ali-

16 Pierre Nora, « Projet d'"auto-histoire" » (dactyl.), s.d. (1981-1982), consulté dans le Fonds Duby, IMEC, DBY 11 [DBY97/6], chemise article Ego-histoire II.

menter les malentendus : plusieurs ne voulurent y voir qu'un exercice d'égotisme ou d'autosatisfaction. D'autant plus que les sept invités du projet étaient des historiens de renom international, des vedettes de la profession. Parvenus au sommet, n'avaient-ils désormais rien de mieux à faire que de consacrer leur autorité acquise à la mise en scène de leur histoire personnelle ?

Nonobstant les lectures contrastées auxquelles il donna lieu, les *Essais d'ego-histoire* ont réussi non seulement à saisir quelque chose de l'air du temps, mais à pressentir une transformation qui ne faisait encore que s'amorcer. En tant qu'expérience inaugurale, l'exercice déconcerta au départ ceux-là mêmes auxquels il était destiné. Les sept auteurs réunis dans le volume disent, à des degrés divers, leur embarras devant cette entreprise inédite. Beaucoup hésitent, doutent de ce qu'ils peuvent livrer d'eux-mêmes et se demandent s'ils sont prêts à franchir le pas, tandis que plusieurs autres – Annie Kriegel, Michel de Certeau, François Furet, Pierre Goubert, Paul Veyne ou Pierre Vidal-Naquet – préfèrent décliner l'invitation, tout en reconnaissant l'intérêt du projet. Malgré quelques textes précurseurs, qui ont pu inspirer Nora, comme ceux de Philippe Ariès, d'Emmanuel Le Roy Ladurie, de Fernand Braudel lui-même,[17] l'« ego-histoire » n'avait alors, au milieu des années 1980, rien d'une démarche naturelle aux yeux des historiens français. Et pourtant, l'expérience fera bientôt école. Ce qui paraissait d'abord intimidant devient une pratique courante. Les historiens seront désormais nombreux non seulement à se lancer dans la rédaction de leur récit de vie, mais aussi à faire de leur propre trajectoire un objet d'histoire, comme si le pari lancé par Nora avait contribué, à lui seul, à rendre pensable une nouvelle manière d'écrire l'histoire des historiens.

Au cours de la décennie 1990, quelques participants des *Essais* prolongeront l'expérience dans des projets personnels : Raoul Girardet, avec *Singulièrement libre* (1990) ; Georges Duby, avec *L'Histoire continue* (1991) ; Jacques Le Goff, avec *Une vie pour l'histoire* (1996). En-

17 Philippe Ariès, *Un historien du dimanche* (Paris : Seuil, 1980) ; Emmanuel Le Roy Ladurie, *Paris-Montpellier, PC-PSU, 1945-1963* (Paris : Gallimard, 1982) ; Fernand Braudel, « Personal Testimony », *The Journal of Modern History* 44, n.º 4 (1972) : 448-467.

suite, ceux qui l'avaient au départ refusé se prêteront finalement eux-mêmes à l'exercice, chacun à sa manière : Annie Kriegel, *Ce que j'ai cru comprendre* (1991) ; François Furet, *Le passé d'une illusion* (1995) ; Pierre Goubert, *Un parcours d'historien* (1996) ; Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires* (1995-1998) et, une vingtaine d'années plus tard, Paul Veyne, *Et dans l'éternité je ne m'ennuierai pas* (2014). Finalement, l'histoire réserve à l'ego-histoire une métamorphose que Nora lui-même n'avait pas anticipée : sa conversion, aussi inattendue que paradoxale, en une formalité académique. Institutionnalisée, elle devient l'un des exercices attendus de l'habilitation à diriger des recherches. Ironie de l'histoire : à l'insu de son concepteur, le pari historiographique de l'ego-histoire s'est mué en procédure.

*

L'aventure de l'ego-histoire ne s'arrête pourtant pas là. L'histoire lui réserve un dernier rebondissement, et l'ego-histoire connaîtra une issue plus glorieuse – cette fois, sous la plume même de son concepteur. De toute évidence, une fois les *Essais* parus, Pierre Nora est resté longtemps hanté par la tentation de s'y livrer à son tour. La fécondité de l'entreprise ne faisait plus de doute. En témoigne le nombre alors croissant de récits autobiographiques signés par des historiens, y compris par ceux-là même qui s'étaient soustraits à l'expérience. Pourtant, en tant que concepteur du projet, Nora reconnaîtra le premier la difficulté de l'exercice proposé, lorsqu'il lui reviendra de relever le défi qu'il avait lui-même lancé à ses auteurs. Une quinzaine d'années après la publication des *Essais*, il reconnaît que ce fut par une discrétion mal placée qu'il s'était, à tort, dérobé à l'exercice, et livre les premières pistes d'une ego-histoire à venir.[18] Il s'y dépeint comme un « marginal central », évoque sa place dans sa famille, les tensions au sein de la fratrie, l'impact de l'expérience de la guerre et revient enfin sur ce qu'il ressent comme une « vocation à demi-réalisée, à demi-manquée ». Il reconnaît surtout le cheminement hasardeux qui l'a conduit à l'histoire, discipline à laquelle il ne se sentait nullement destiné. Il s'était succes-

18 Pierre Nora, « L'ego-histoire est-elle possible ? », *Historein* 3 (2001) : 19-26.

sivement imaginé philosophe, médecin, psychiatre, économiste, metteur en scène, avant d'hésiter encore, après l'agrégation, entre l'histoire de l'Amérique, celle du monde arabe ou celle de la France contemporaine, sur laquelle il finit par revenir, un peu « comme on rentre chez soi ».

À partir des années 2000 et de son entrée à l'Académie Française (2002), Pierre Nora s'autorise à esquisser, au fil des entretiens qu'il accorde, les lignes de force et les épisodes majeurs autours desquels s'organiserait son ego-histoire.[19] Vus rétrospectivement, ces entretiens tiennent lieu de laboratoire : c'est là qu'on le voit organiser ses souvenirs et essayer différentes manières de raconter sa vie, comme s'il mettait à l'épreuve les conditions de possibilité de cet exercice qu'il avait lui-même imaginé et qui, depuis lors, n'a cessé de le travailler. Pendant plus de trente ans, Pierre Nora a différé sa propre ego-histoire. Alors qu'il s'apprête à fêter ses quatre-vingt-dix ans, voilà qu'il publie en 2021 le premier tome de ses mémoires, suivi un an plus tard d'un second tome, qui retrace son parcours d'éditeur-historien dans ces années où la vie intellectuelle française connaissait l'un de ses derniers grands moments de rayonnement mondial. Après avoir publié plus de sept cents titres en tant qu'éditeur chez Gallimard, il se résout enfin, pour reprendre sa propre formule, à s'éditer lui-même. Tirant parti du retrait imposé par la pandémie de COVID-19 en 2020, Pierre Nora se lance avec enthousiasme, assisté par Christelle Fourlon-Kouayep, dans cette entreprise autobiographique. Il est désormais venu rejoindre les auteurs de son propre catalogue. À leur parution, *Jeunesse* et *Une étrange obstination* furent salués par la critique et le grand public. Leur accueil enthousiaste tient notamment au portrait évocateur d'une France qui semble appartenir à un autre âge, mais aussi à l'incontestable élégance de leur écriture. Longtemps éclipsé par son activité d'éditeur, le talent littéraire de Nora apparaît enfin au grand jour. Désormais, aux multiples figures de l'éditeur, de l'historien, du professeur et du directeur de revue, s'ajoute celle de l'écrivain.

La parution de chacun des deux volumes suscita une véritable ruée médiatique. Presse écrite, radio et télévision se saisirent de ces

19 D'après François Dosse (*Pierre Nora*, 597), en 1999 déjà, Nora songeait à écrire ses mémoires.

mémoires, rivalisant d'entretiens, de comptes rendus et de portraits. Abondant en épisodes marquants, en évocations et en anecdotes cocasses, ces deux ouvrages offraient une matière exceptionnelle aux journalistes, qui mirent volontiers en avant le récit des années de guerre, le rapport de Nora au judaïsme, son goût précoce pour la poésie, son éducation sentimentale ou encore les portraits tendres et parfois sévères de sa famille – en particulier l'admiration mêlée de rivalité qu'il voue à Simon, le frère aîné. Au fil de cette couverture médiatique, combien de portraits et d'épisodes hauts en couleurs ont fait le bonheur de la presse ! Celle-ci se régale de scènes comme celle où, à Grenoble, le jeune Nora, âgé de dix ans, se fait tapoter la joue par Pétain, ou encore des innombrables anecdotes de la gent intellectuelle : les altercations avec Foucault, la visite au cabaret Crazy Horse avec Le Roy Ladurie, ou la réaction de ce dernier lorsque Nora lui propose quelques coupes dans le manuscrit de *Montaillou*. Pierre Nora possède le secret de ces scènes où un détail, une réplique ou une notation suffisent à ressusciter toute une époque. Les journalistes se sont naturellement emparés de ces épisodes, propres à nourrir leurs récits. Derrière une galerie de noms vénérés da la vie intellectuelle française, ils se délectent de voir se dévoiler les rivalités entre auteurs, les susceptibilités académiques, les passions et les contradictions très humaines des figures les plus éminentes des sciences de l'homme contemporaines. En témoin privilégié d'un monde intellectuel qui s'efface peu à peu, Pierre Nora en vient presque à se voir érigé en lieu de mémoire. Mais derrière tous ces portraits et anecdotes qui ont largement alimenté la couverture médiatique, ses mémoires recèlent quelque chose de plus profond : une vision singulière de la France du XX^e^ siècle, une réflexion sur le métier d'éditeur et sur la montée de la mémoire, ainsi qu'un portrait d'un âge extraordinaire des sciences humaines françaises, brossé *de l'intérieur*, depuis son cœur même. Ce qui frappe surtout, à la lecture de ces deux volumes, c'est le nombre de figures brillantes et de personnages de premier plan que Nora a côtoyées. Comme si, à quatre-vingt-dix ans, il révélait devant tout le monde que son grand œuvre n'avait finalement été autre que sa propre vie.

Un âge qui se clôt

La parution du premier tome des mémoires de Pierre Nora suit de près sa décision d'arrêter la publication de la revue *Le Débat* qu'il avait créée, sous l'impulsion de Claude Gallimard, au tournant des années 1980, et qu'il dirigea pendant quarante ans, aux côtés de Marcel Gauchet et de Krzysztof Pomian. Laboratoire d'idées et espace de réflexion autour des transformations et des enjeux du monde contemporain, *Le Débat* constitue, en quelque sorte, un troisième versant de l'œuvre contemporanéiste de Nora, au même titre que ses *Lieux de mémoire*. Parallèlement à son travail d'éditeur et à son œuvre d'historien, la revue devient, pour lui, un espace privilégié où s'élaborent ses interrogations sur le présent, aussi bien à travers les très nombreux textes et éditoriaux qu'il signe lui-même que par les contributions des auteurs qu'il y réunit.

Articulé autour des trois axes de son sous-titre : Histoire, Politique, Société (qui ne vont pas sans rappeler le célèbre triptyque du sous-titre qu'arborait alors la revue des *Annales* : *Économies, Sociétés, Civilisations*), *Le Débat* s'inscrit dans la tradition des grandes revues généralistes françaises, comme la *Revue des Deux Mondes*, la *Revue de Paris*, le *Mercure de France*, la *NRF*, *Esprit*, *Les Temps modernes*, *Critique* ou encore, son exact contemporain, *Commentaire*, tout en se donnant pour ambition d'investir cet espace laissé libre entre la recherche savante spécialisée et la *doxa* journalistique. Lancée au lendemain de la mort de Sartre, la revue s'est dès le départ définie par une interrogation constante, presque obsédante, sur la figure de l'intellectuel, sa place et sa mission au sein de la société. Son texte inaugural, intitulé « Que peuvent les intellectuels ? », prend acte d'une crise de légitimité qui frappe alors cette figure sociale, largement discréditée par les compromissions de quelques-uns de ses représentants avec les expériences totalitaires du XX^e^ siècle. Prenant ses distances aussi bien avec le modèle de l'intellectuel universel, persuadé de parler au nom de l'Histoire, qu'avec l'intellectuel à la Foucault, volontiers porté à la radicalisation critique, à la dénonciation systématique et à une langue de plus en plus opaque, *Le Débat* plaide pour un nouveau type d'intellectuel : l'intellectuel dé-

mocratique, celui dont le but n'est plus d'éliminer ses adversaires, mais qui accepte le pluralisme des opinions et entend désormais dialoguer, trouver des compromis, débattre avec ceux qui ne pensent pas comme lui. Nouvelle figure de l'intellectuel, qui s'affirme davantage comme médiateur du débat démocratique que comme conscience prophétique de la nation, mais qui se verra bientôt contraint de composer avec un paysage culturel qui se renouvelle très rapidement à partir des années 1980, et au sein duquel la culture de l'image prend progressivement le dessus sur l'écrit et les connaissances savantes. L'essor de la société de communication, en cette fin du XX^e^ siècle, transforme durablement les conditions mêmes d'intervention des intellectuels dans la cité, la légitimité de leur parole reposant de moins en moins sur le livre, l'université ou les revues. L'emprise croissante des médias audiovisuels déplace peu à peu les critères de la reconnaissance intellectuelle. Les idées comme les événements, mais aussi les individus eux-mêmes, voient de plus en plus leur valeur se mesurer à l'aune de leur visibilité publique. La notoriété médiatique tend ainsi à supplanter l'autorité autrefois fondée sur l'œuvre.

Toutes ces évolutions finiront par entrer en ligne de compte lorsque, en 2020, à l'occasion du quarantième anniversaire de la revue, Nora, Gauchet et Pomian décident ensemble d'en interrompre la publication. À l'instar de « l'étrange destinée » des *Lieux de mémoire* – une « histoire contre-commémorative » qui se retrouve finalement rattrapée par l'« ère de la commémoration » –, *Le Débat* finit par être emporté par cet ensemble de mutations contemporaines qu'il s'était donné pour tâche de décrypter. L'expansion d'internet, les transformations des pratiques de lecture – les articles étant désormais consultés isolément, en ligne, et non plus dans l'économie d'ensemble de chaque numéro – ont pesé, d'après Nora, dans leur décision d'arrêter. Mais il y avait surtout, là derrière, le sentiment qu'une page de l'histoire intellectuelle française était en train d'être tournée. Deux ans après la fin des *Temps modernes*, le temps des grandes revues générales d'idées leur semblait toucher à son terme. En réalité, l'arrêt du *Débat*, qui prit nombre de ses lecteurs de court, avait été mûri de longue date. Alors

qu'en 1990, la revue célébrait son dixième anniversaire sur une note d'optimisme, dans le contexte de la réunification de l'Europe ouverte par la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, le ton adopté dix ans plus tard, à l'occasion de son vingtième anniversaire, n'aurait pu être plus contrasté. L'éditorial d'ouverture du premier numéro de 1980, « Que peuvent les intellectuels ? », trouve alors son envers dans une nouvelle interrogation, plus sombre : « Adieu aux intellectuels ? ». Pour le trentième anniversaire, l'éditorial est traversé par un profond malaise dans le temps. Nora y constate que « l'esprit de l'époque va dans le sens contraire à celui du *Débat* », de sorte que la question de savoir s'il faut ou non continuer est désormais posée sans détour. L'inquiétude ne porte plus seulement sur la place et le rôle des intellectuels, mais sur la disparition des conditions mêmes qui avaient rendu possible un périodique comme *Le Débat*. Que voit Nora autour de lui ? Un rétrécissement continu des horizons intellectuels, un affaiblissement des institutions de transmission, de l'école à l'université, un recul de la lecture au profit des écrans, l'avènement d'une société qui « se consacre moins à la réflexion qu'à la communication ». Finalement, c'est la culture même du débat qui lui paraît céder la place à une culture de l'affrontement médiatique, des polémiques instantanées et du *clash*. Consternation. Le diagnostic qui pousse Nora, en 2010, à défendre la poursuite du *Débat* est celui-là même qui le conduira, dix ans plus tard, à décider d'y mettre un terme. Le constat demeure identique ; seule la conclusion pratique a changé.

Plus qu'une fin de revue, la décision d'interrompre *Le Débat* constitue un diagnostic en acte sur l'état de la vie des idées en France au bout des deux premières décennies du XXIe siècle. C'est un *statement*, lancé comme un cri d'alarme. Geste de clôture, qui recèle une protestation et une prise de position. Nora ne ménage pas ses mots : à ses yeux, la production intellectuelle française peine à retrouver les conditions qui lui avaient naguère assuré sa force et son rayonnement. Un tel diagnostic ne pouvait manquer de susciter des réactions. Il était tentant, et sans doute plus facile, d'y voir la plainte nostalgique des générations vieillissantes, le regret d'un monde révolu, voire le réflexe

conservateur de ceux qui ne seraient plus capables de reconnaître les formes nouvelles de pensée. Mais ce procès en nostalgie résiste mal à l'examen lorsqu'il est intenté à celui qui n'a cessé d'accueillir de jeunes historiens et de s'intéresser à ce qu'ils écrivaient. Ce ne fut donc jamais la nouveauté en tant que telle que Nora récusa. François Dosse a bien décrit cette attention qu'il a toujours accordée « à l'actualité, à ce qui bouge ».[20] Ce qui est en cause, aux yeux de Nora, c'est le fait que les conditions qui avaient autrefois donné à la pensée française son éclat, sa capacité à franchir les frontières disciplinaires et nationales, à produire des œuvres qui s'inscrivent dans la durée, ne puissent plus, de toute évidence, être reconduites. Rétrécissement. Repli.

Si le regard que Nora porte, à la fin de sa vie, sur le paysage intellectuel contemporain dérange, c'est sans doute parce que la comparaison avec les grandes décennies de l'après-guerre demeure, pour tous ceux qui les ont vécues, difficile à éluder. La barre avait été placée très haut. Mais c'est aussi, et peut-être surtout, parce que ses paroles prennent un relief particulier dans un contexte marqué par l'hégémonie croissante d'un modèle de production académique largement structuré par les normes anglo-saxonnes. Il serait pourtant réducteur de voir dans cette critique une simple déploration du présent au nom d'un « c'était mieux avant ». Chez Nora, la fin du *Débat* et la publication de ses mémoires participent, en fait, d'une même action, d'un même souci de clore de son vivant les chantiers restés ouverts, d'achever ce qui pouvait encore l'être, de ne rien laisser en suspens. Son geste est à cet égard moins celui d'un homme qui renonce que celui d'un témoin qui prend acte. Il ne voit pas se dessiner de relève et ne propose pas de formule pour l'après, convaincu qu'un cycle de la vie intellectuelle française touchait à sa fin. La publication de ses mémoires donne à cette clôture sa forme la plus personnelle : revenir sur le chemin parcouru, faire l'inventaire de ce qui fut accompli, en rappeler l'importance et laisser, contre l'oubli, le témoignage d'un monde dont il fut l'un des derniers acteurs. Il y a là quelque chose de profondément testamentaire.

20 Dosse, *Pierre Nora*, 599.

Nora avait acquis la conviction que le monde intellectuel et culturel qui avait été le sien ne lui survivrait pas. Étrange conviction pour celui que ses contemporains ont reconnu comme l'homme du Patrimoine, le maître des *Lieux de mémoire*.

Referência para citação:
Brandi, Felipe. "Pierre Nora. L'histoire 'au second degré'". *Práticas da História, Journal on Theory, Historiography and Uses of the Past*, n.º 22 (2026): 483-523. https://doi.org/10.48487/pdh.2026.n22.49072.